

Maroc/Mauritanie : Intérêts stratégiques communs

Par Youssef Tobi & Youssef El Jai

Résumé

Ce Policy Brief vise à :

- présenter la Mauritanie à travers sa géographie et sa politique intérieure ;
- examiner les relations entre le Maroc et la Mauritanie et
- à explorer les voies d'une coopération plus soutenue entre les deux pays.

Introduction

Le Maroc et la Mauritanie bénéficient d'une proximité géographique propice aux échanges et à la coopération. De plus, les enjeux fondamentaux qui se jouent actuellement dans la bande sahélo-saharienne et la place que prend le Maroc et la Mauritanie en Afrique tant au niveau politique qu'économique imposent un regard sur les intérêts stratégiques communs qui lient les deux pays. Malgré la proximité géographique et historique, les relations entre les deux voisins sont en deca du degré d'intensité espéré.

La mise en place de relations renforcées avec la Mauritanie impose une compréhension de la géopolitique

mauritanienne. Son espace est un déterminant marquant de sa politique tant intérieure qu'extérieure. Il s'agit, ici, de dégager les tendances fortes qui déterminent la politique mauritanienne afin d'éclairer sur les raisons possibles de la position de la Mauritanie vis-à-vis de son voisin marocain. Il s'agira de mettre en exergue les différentes voies possibles de rapprochement entre les deux pays.

La coopération en matière de lutte contre le terrorisme et les échanges économiques, bien que déjà enclenchés, sont les deux piliers sur lesquels peuvent se baser les deux pays. Les défis de développement et de sécurité étant communs, ils constituent naturellement des points de rapprochement clair étant donné la proximité

géographique mais aussi culturelle et culturelle qui lient Rabat et Nouakchott.

I. Géopolitique de la Mauritanie

La Mauritanie, pays de l'Afrique du Nord-Ouest, possède une superficie de 1 030 700 km². Ces frontières avec le Maroc (1561 km), l'Algérie (463 km) et le Mali (2237 km) sont en ligne droite en raison du fait qu'elles aient été tracées par les colonisateurs français. La seule frontière naturelle de la Mauritanie est le Fleuve Sénégal qu'elle partage avec le Sénégal, l'un de ces principaux partenaires économiques. Majoritairement désertique, l'espace mauritanien jouit d'une façade atlantique qui s'étend sur environ 800 Km.

La Mauritanie n'acquerra sa souveraineté sur son espace qu'à la faveur des accords franco-mauritaniens signés le 28 novembre 1960. L'histoire de ce pays s'ancre alors à l'histoire du colonialisme, son espace étant la résultante d'une décolonisation et puisant dans une riche histoire, on peut aisément comprendre l'attachement de la Mauritanie à l'intangibilité des frontières postindépendance¹.

L'espace mauritanien est plus qu'un simple territoire, il est une revendication. La politique mauritanienne est à plusieurs égards définie par ce principe de souveraineté, les décisions relatives à la préservation de ces frontières proviennent de cet attachement à l'intégrité de son espace, conditionné par l'histoire même de sa naissance. De ce fait, l'argument nationaliste dans la politique mauritanienne est un biais puissant auprès de la population, ce qui se traduit par une doctrine présidentielle souverainiste qui par un ensemble de mesures symboliques et réglementaires assoit la place de la préservation de l'espace comme garant de la souveraineté, comme fil rouge du discours politique nationale.

1. L'intangibilité des frontières se base sur un principe de droit provenant du droit romain « uti possidetis, ita possideatis » qui veut dire « vous posséderez ce que vous possédiez déjà ». En 1964, L'Organisation de l'unité africaine se base sur ce principe pour régler les contestations territoriales sur la base d'un traité se fondant sur les frontières préexistantes.

1. Mauritanie : Nationalisme et intégrité territoriale

L'identité politique de la Mauritanie se forge autour de trois principes : L'Islam comme religion d'Etat, l'intégrité territoriale comme priorité et l'attachement aux principes démocratiques². Ces valeurs communes sont essentielles à l'unité de la République Islamique de Mauritanie du fait de sa diversité. En effet, le pays est multiethnique, avec une majorité de « maures » arabophones divisés en « maure blancs » dit Beidanes et « maures noirs » dit Harratines³ ainsi qu'une population d'origine Ouest-africaine (principalement peuls, soninké et wolof). Afin d'éviter toute tentation sectaire, la constitution mauritanienne réprime toute propagande à caractère racial ou ethnique⁴. Ces éléments de politique intérieure expliquent à plusieurs égards les différentes mesures symboliques et réglementaires prises récemment par le pays afin d'affirmer son attachement à son intégrité territoriale et à son identité propre :

- Modification du drapeau nationale avec deux bandes rouges symbolisant le sang des « martyr de la résistance » durant la période coloniale française.
- Les traités et accords internationaux ne peuvent être ratifiés qu'en vertu d'une loi. Aucune modification du territoire ne peut se faire sans le consentement du peuple⁵.
- Répression des médias nationaux portant atteinte au principe d'intégrité territoriale⁶
- Diplomatie sécuritaire sous régionale visant à contrer la propagation du terrorisme sur son territoire⁷

Géopolitiquement, la Mauritanie se retrouve souvent en étau entre les deux voisins, algérien et marocain. Le conflit autour de l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc souligne la complexité de la position mauritanienne. Souvent ambiguë, cette position est conditionnée par plusieurs facteurs dont le jeu d'équilibriste que doit opérer Nouakchott entre Alger et Rabat. D'autres raisons, d'autres ordres sont aussi à mobiliser afin de comprendre la position mauritanienne vis-à-vis de l'intégrité territoriale du Maroc.

2. Préambule de la Constitution de la République Islamique de Mauritanie

3. The world Factbook. www.cia.gov

4. Constitution de la République Islamique de Mauritanie. Article 1er

5. Constitution de la République Islamique de Mauritanie. Article 2

6. Mise sous contrôle judiciaire de 4 journalistes soupçonnés d'avoir reçu des financements illicites en 2017.

7. Cette diplomatie sécuritaire s'illustre notamment par la création du G5 Sahel (cadre institutionnel conjoint entre le Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad)

2. Les raisons de l'ambivalence mauritanienne

L'intégrité territoriale du Royaume du Maroc est une priorité et la défense de sa souveraineté sur ses provinces du Sud est au cœur de sa politique extérieure. La Mauritanie reconnaît la « république arabe sahraouie démocratique » qui revendique une souveraineté sur les provinces du sud marocain bien que les relations entre le Maroc et la Mauritanie soient soutenues et qu'il s'agisse d'un potentiel allié important. Il n'existe pas suffisamment d'éléments pour émettre des avis tranchés sur les raisons de l'ambivalence mauritanienne à l'égard du Maroc. Plusieurs hypothèses peuvent être formulées :

- La Mauritanie craint des violences de la part des éléments armés de l'organisation de la RASD en cas de position favorable au Maroc
- La Mauritanie est partagée entre l'Algérie et le Maroc dans son choix d'alliance.
- Certaines tribus mauritaniennes ressentent une proximité idéologique et culturelle avec l'organisation de la RASD.

Une possible entente transparente entre le Maroc et la Mauritanie est alors conditionnée par la reconnaissance ou la non reconnaissance de la RASD et, donc, a fortiori par les relations futures entre le Maroc et l'Algérie, au point mort depuis maintenant plus de 7 ans⁸.

II. Intérêts stratégiques communs

La zone Sahélo-saharienne constitue, du fait de la richesse de son sous-sol, un enjeu global. La stabilité de cette zone conditionnera non seulement l'avenir des pays qui la constituent mais aussi le futur des relations entre puissances européennes, impliquées notamment dans le conflit malien⁹. Le Royaume du Maroc s'est positionné comme acteur en Afrique de l'Ouest. De ce fait, la coopération entre le Maroc et la Mauritanie est un biais

8. Déclaration du ministre des affaires étrangères marocain Nasser Bourita lors d'un entretien avec JeuneAfrique le 10 septembre 2017.

9. A titre d'exemple, Barkhane est une opération lancée le 1^{er} août 2014 conduite par les armées françaises. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle est commandée par le général de division Jean-Pierre Palasset

important afin de mettre en place une intégration régionale à même de faire face aux défis communs de lutte contre le terrorisme et de développement économique. Bien que la corrélation entre terrorisme et sous-développement puisse paraître évidente, le lien n'a pas toujours été pris en compte dans les politiques de lutte contre le terrorisme. En effet, on peut considérer que :

« Une forte corrélation existe entre les conditions du sous-développement et les différentes formes de conflit. Cela suggère que le refus de reconnaître le lien entre la sécurité et le développement a réduit l'efficacité des méthodes plus traditionnelles de prévention ou d'atténuation des conflits que sont l'usage de la force militaire, la diplomatie, le partage de renseignements et le droit international »¹⁰

Mettre en parallèle les défis de terrorisme et développement n'est pas anodin. La stabilité dans la région est un préalable à son développement, le lien entre lutte contre le terrorisme et coopération économique est à prendre en compte dans la relation entre le Maroc et la Mauritanie dans la mise en place de relations d'intelligence entre les deux pays.

Un ensemble d'arguments vont dans le sens d'une relation stratégique entre Nouakchott et Rabat en matière de lutte contre le terrorisme :

- La précarité et la pauvreté jouent un rôle important dans l'enrôlement des jeunes de la région au sein de groupes terroristes.
- Le fondamentalisme religieux a le pouvoir de transcender les frontières, le risque provenant de tous les pays de la région est partagé.
- Le développement de zone de non droit est un espace propice à la propagation du terrorisme et du trafic de drogues.

Du constat de ces réalités partagées, il ressort que le Maroc et la Mauritanie partagent des intérêts communs. En matière de coopération, les impératifs de développement et lutte contre le terrorisme, souvent interdépendants, imposent une réflexion autour de ces axes stratégiques pouvant réunir Rabat et Nouakchott. Le renforcement de la coopération sécuritaire entre les deux pays laisse envisager l'essor d'une coopération économique accrue et la mise en place de routes commerciales donnant accès aux différents marchés d'Afrique de l'Ouest.

10. J. Brian Atwood, « The Link Between Poverty and Violent Conflict », *New England Journal of Public Policy*, 19 (1), 2003, pp. 159-165

1. Lutte contre le terrorisme

La « bande sahélo-saharienne » ou BSS est la dénomination qui prévaut ces dernières années pour qualifier la frontière naturelle entre la partie Nord du Maghreb et l'Afrique subsaharienne. La stabilité dans la région est un enjeu global, comme en témoigne la présence des Nations unies avec la création en 2013 de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

La création d'un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale, appelé G5 Sahel répond à la nécessité de la coopération en matière de politique de développement et de sécurité entre les cinq pays du Sahel¹¹ à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Le 2 juillet 2017, le sommet du G5 du Sahel se tient à Bamako et marque la mise place officielle de la force militaire conjointe transfrontalière la FC-G5S composée de cinq bataillons de 750 hommes, soit un bataillon par pays¹². Or, les dirigeants du G5 Sahel espèrent que cette force soit portée progressivement à 10 000 hommes¹³ et le groupe, en l'absence de financement des Nations unies, demeure faiblement muni en moyens techniques. A l'heure où la communauté internationale et à sa tête la France appelle à plus d'engagement dans la zone sahélo-sahélienne, le G5 Sahel est une solution régionale pour le maintien de la paix dans la région. Premièrement, les pays de la région seront les plus à même à combattre les terroristes de la région et pourront jouir d'une plus forte légitimité que celle de bataillons étrangers déjà malmenés par l'ire de la population envers leurs actions¹⁴. La France a de son côté appelé à plus d'engagement de la part de l'Union européenne (UE) et reconsidère son positionnement stratégique dans la région.

Le Royaume du Maroc dispose d'une expertise en matière de lutte contre le terrorisme. Qui plus est, Le Royaume tend à s'ériger en tant que modèle en matière de mise à niveau de ses services de sécurité et de la coopération internationale en termes de renseignement. Cette mise à niveau s'appuie sur une approche anticipative basée sur le diagnostic systématique des menaces internes et

externes et la restructuration des institutions sécuritaires par la création en 2015 du Bureau Central d'Investigation Judiciaire. Au niveau interne, la mise en place de chaînes publiques reflétant les orientations du Maroc dans le domaine religieux et la définition du rôle de la mosquée comme lieu dédié strictement à l'apprentissage assoit la position du pays en matière de lutte contre le terrorisme au niveau national.

Au niveau international, le Maroc tend à faire valoir son expérience auprès de la Mauritanie afin de mettre en place une coopération sécuritaire viable pour les deux pays. Vu sa position géographique, le Maroc est concerné par la menace terroriste dans l'espace sahélo-saharien. Dans ce sens, il convient d'exploiter les forces du pays en matière de lutte contre le terrorisme international afin de renforcer la coopération avec le voisin mauritanien. Par ailleurs, le Maroc apporte une coopération effective de l'ordre de 3,3 millions de dollars dans le cadre du programme d'investissement prioritaire¹⁵ (PIP) du G5 Sahel. Il partage la vision des autres pays du Sahel d'un triptyque Sécurité-Développement-Formation pour faire face à la menace terroriste dans la région et s'active déjà dans ce cadre avec notamment la formation des Imam, la mise à disposition d'officiers pour la formation au maintien de la paix et la contribution à des projets d'infrastructures, notamment dans le domaine des énergies renouvelables.

Parmi les arguments allant dans le sens d'une coopération renforcée en matière sécuritaire entre le Maroc et la Mauritanie, on compte :

- L'importance de l'Afrique de l'ouest et de l'espace sahélo-saharien comme espace stratégique de développement pour les deux pays
- La nécessité d'échanges effectifs d'informations et de renseignement sur les menaces terroristes
- La nécessité de mobilisation de ressources pour les initiatives régionales en matière de sécurité

Le caractère transfrontalier de la menace djihadiste impose une réflexion régionale sur les menaces sécuritaires. A fortiori, la porosité des frontières et la mobilité des groupes armés fait qu'une approche unilatérale d'endiguement est, à long terme, non fructueuse. L'implication de l'ensemble des pays frontaliers de la zone est alors requise dans la lutte

11. Communiqué final du Sommet des Chefs d'Etat du G5 du Sahel : Création d'un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale dénommé G5 du Sahel

12. Florence Richard, G5 au Sahel : Macron lance la force conjointe antijihadiste, France 24, 1er juillet 2017.

13. Benjamin Roger, G5 Sahel : enfin une force conjointe à l'issue du sommet de Bamako ? Jeune Afrique, 30 juin 2017.

14. <https://www.jeuneafrique.com/846042/politique/au-mali-la-multiplication-des-attaques-renforce-le-sentiment-anti-francais/>

15. Le programme d'investissement prioritaire s'articule autour de 6 axes : défense et sécurité, gouvernance et infrastructures, résilience et développement

contre le terrorisme, problème multidimensionnel qui nécessite une approche globale pour sa résolution. D'autre part, la situation sécuritaire au Mali est une pierre d'achoppement pour l'établissement d'une zone de stabilité dans la région.

Le développement, à terme, d'une approche sécuritaire maghrébine commune revêt une importance capitale face aux défis auxquels fait face la région. C'est dans ce sens que le Maroc a apporté un soutien au programme d'investissement prioritaire du G5 Sahel de l'ordre de 3,294 millions de dollars et à insister, via un représentant du ministère des Affaires étrangères sur le triptyque « Sécurité-développement-formation » comme arête de la bonne architecture sécuritaire dans la région¹⁶.

2. Coopération économique

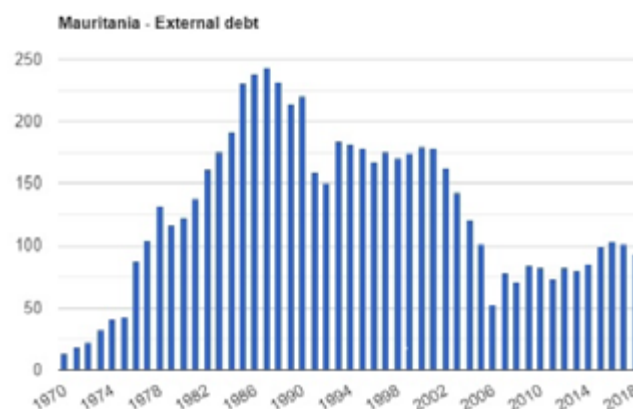
a) Un aperçu de l'économie mauritanienne

La Mauritanie est un pays désertique caractérisé par une faible densité démographique. C'est un terreau de ressources naturelles, notamment le fer, le cuivre, le gaz et le pétrole. Pendant les années récentes, le pays a suivi la dynamique réformatrice de la plupart des pays du continent et a mis en place une série de réformes visant à améliorer les performances économiques et à limiter la dépendance vis-à-vis de l'industrie extractive. C'est ainsi que le pays a mis en place un programme ambitieux de consolidation budgétaire, se soldant par un excédent public de 1,5% du PIB en 2018.¹⁷ Dans leurs conclusions au terme d'une mission de consultation en république islamique de Mauritanie, sur la base de l'article IV des statuts du Fonds monétaire international (FMI), les experts de cette Institution ont loué les efforts consentis par le gouvernement mauritanien. En particulier, la feuille de route établie pour la période 2016-2030 est respectée et cela se traduit par une croissance forte et soutenue et davantage d'espace budgétaire que les autorités publiques pourront allouer à la dépense sociale. Malgré ce tableau très optimiste, le pays reste exposé aux chocs de termes de l'échange dans le secteur extractif, ainsi qu'une dette extérieure flirtant avec les 100% du PIB.

16. <https://afrique.le360.ma/autres-pays/politique/2019/09/18/27901-g5-sahel-le-maroc-apporte-une-contribution-effective-de-33-millions-de-dollars-27901>

17. Selon les chiffres de la Banque Mondiale.

Figure 1 : Dette extérieure de la Mauritanie (privée et publique)



Source: TheGlobalEconomy.com, The World Bank

En 2000, la Mauritanie a signé un accord de protection et de promotion réciproques des investissements avec le Maroc, qui, par ailleurs, est le premier fournisseur de Nouakchott, selon les statistiques de l'Office national de statistiques mauritanien (ONS). De plus, le rapprochement récent entre les deux pays a permis d'activer une diplomatie économique efficace. C'est ainsi que s'est tenu, fin 2018, dans la capitale mauritanienne, le premier forum d'affaires Maroc-Mauritanie, à l'initiative de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM)¹⁸. Cet événement a permis de réaffirmer l'ambition des acteurs économiques marocains et mauritaniens à coopérer davantage à l'avenir et à se lancer dans des entreprises communes. Douze contrats d'investissement ont été signés, notamment dans les domaines de la pêche, de l'agroalimentaire et du commerce. Les entreprises marocaines voient ainsi en la création de la nouvelle zone Franche de Nouadhibou, au nord du pays, une opportunité pour le développement régional.

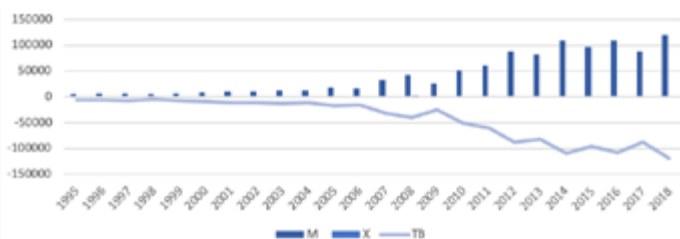
b) Coopération commerciale et financière

Les deux pays sont portés sur l'extérieur, avec une stratégie d'ouverture commerciale affirmée. Le Maroc, au-delà des liens commerciaux historiques qui le lient à l'Union européenne (UE) sur les segments agricole et halieutique, et sa position de leader sur le marché des produits phosphatés, commence à gravir des échelons

18. <http://www.maroc.ma/fr/actualites/travaux-du-forum-economique-mauritano-marocain>

dans les industries automobile et aéronautique. Du côté de la Mauritanie, les exportations reposent essentiellement sur les minerais de fer et de cuivre ainsi que sur la ressource halieutique du pays, destinées, pour la plupart, au continent européen. Le Maroc dégage un important excédent commercial vis-à-vis de la Mauritanie.

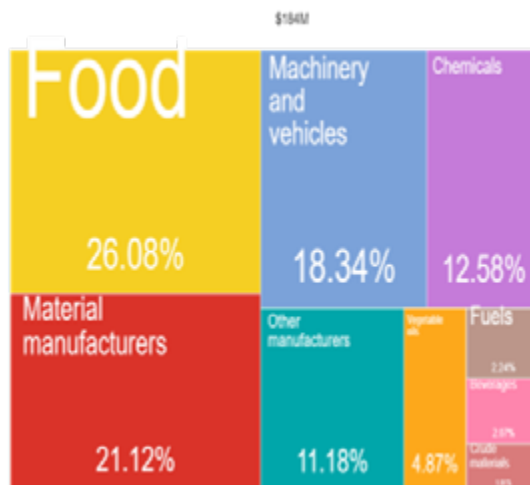
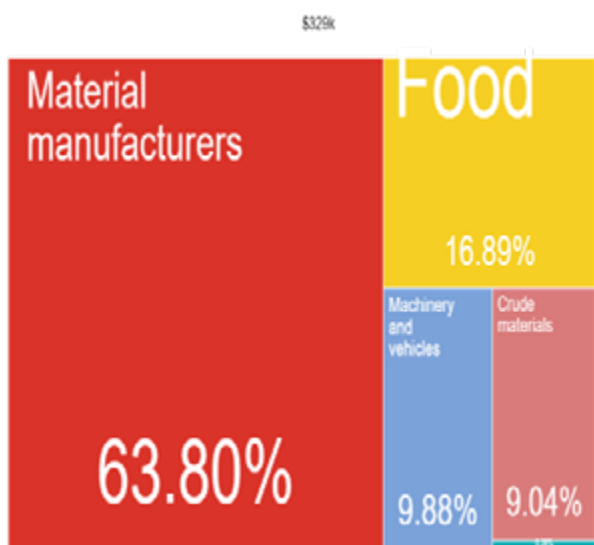
Figure 2 : Evolution des échanges commerciaux Mauritanie -Maroc, en milliers de dollars US



Source : CNUCED

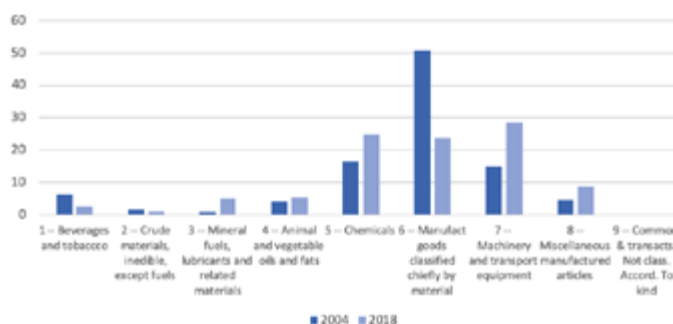
Selon les données disponibles, les exportations du Maroc vers la Mauritanie sont dominées par trois postes : les produits chimiques, les articles manufacturés, et les biens d'équipement et de transport. Les importations comprennent principalement des biens manufacturés intensifs en ressources naturelles. Ces dernières étant relativement plus abondantes chez notre voisin du sud, celui-ci dispose alors d'un avantage comparatif par rapport au Maroc.¹⁹

Tableau 1 : Exports composition (SITC 1-Digit) Mauritania (L) and Morocco (R)



Source : The Atlas of economic complexity, Harvard

Figure 3 : Structure des exportations du Maroc vers la Mauritanie, selon la classification CITC Rev1.



Source : WITS

Force est alors de constater que les deux pays gagneraient à accroître leur réciprocity commerciale. Selon une récente étude du FMI, le Maroc peut potentiellement exporter vers la Mauritanie, dix nouveaux produits, essentiellement agricoles, tandis que cette dernière pourrait exporter quatre nouveaux produits sur le marché marocain.²⁰ Selon cette même étude, une intégration avancée entre les pays du Maghreb se traduirait par une hausse d'un point de pourcentage de la croissance économique.

Sur le front financier, le Maroc s'est distingué sur la dernière décennie par une stratégie économique

20. Les calculs se basent sur la structure des avantages comparatifs révélés (ACR) respectifs des deux pays. <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/DP/2019/French/EIMUSGFA.ashx>

africaine ambitieuse. Garant de l'identité africaine du Royaume, le Roi Mohammed VI, au fil des discours, a affirmé l'ambition d'intégration régionale, économique et financière, porteuse de gains à l'ensemble du continent. A ce titre, le Maroc a multiplié les investissements en Afrique dans différents secteurs, notamment les services financiers (Attijari Wafa bank, BMCE Bank) et les télécoms (Maroc Télécom). En termes de stock d'IDE marocains à l'étranger, la Côte d'Ivoire, économie la plus performante de l'union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest, occupe la première place, et a attiré à la fin 2017 plus de 13% de l'encours total. En matière de flux, ce même pays attire 23,2% des flux cumulés entre 2013 et 2017, tandis que la Mauritanie ne capte que 1,9% sur la même période. Or, une augmentation des flux d'IDE sortants vers la Mauritanie permettrait au Maroc de consolider sa position d'investisseur actif en Afrique et en Mauritanie, et d'être directement lié aux pays d'Afrique de l'Ouest, destinataires d'IDE marocains. Il s'agirait d'accéder à un marché de près de 40 millions de consommateurs maliens et sénégalais et encore plus à mesure que les entreprises marocaines pénètrent les marchés ouest-africains. Côté mauritanien, la coopération entre entreprises marocaines et les entreprises mauritaniennes pourrait créer des synergies positives via un partage d'expertise, notamment dans le domaine des services financiers. Par ailleurs, la Mauritanie affiche une ambition de réforme de son économie, notamment via une diversification sectorielle. Le Maroc, qui a été amené par le passé à diversifier le portefeuille de ses activités, peut apporter son expertise à son voisin du sud.

Tableau 2 : Flux d'IDE sortants marocains, cumul 2013-2017, en %

Pays	Cumul IDE
Côte d'Ivoire	23,2
Maurice	10,3
Egypte	27,6
Mali	3,7
République Centrafricaine	0,7
Guinée	1,5
Burkina Faso	1,9
Sénégal	3,5

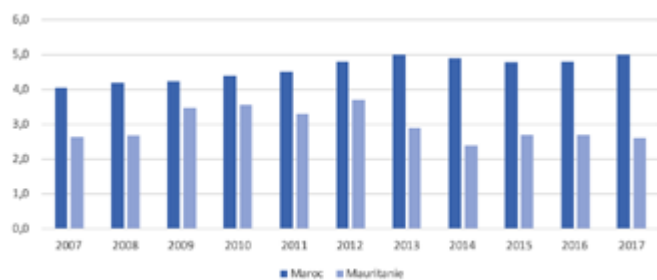
Gabon	2,8
Cameroun	5,7
Mauritanie	1,7
Tunisie	3,9
Tchad	0,8
Nigeria	3,2
Bénin	3,7
Togo	2,6
Tanzanie	0,1
Congo	1,8
Ghana	0,5
Kenya	0,1
Guinée-Bissau	0,1
Algérie	0,2
Niger	0,2
RD Congo	0,1
Total Afrique	100,0

c) Investir dans des biens communs : le rôle des infrastructures

Ces dernières années, le Maroc a fait des efforts considérables en matière d'infrastructure et a grandement amélioré sa position dans le classement Doing Business établi par la Banque mondiale (BM). Dans un domaine à visée plus stratégique, tant pour la Mauritanie que pour le Maroc, à savoir l'activité portuaire, le Maroc a nourri une expertise jusqu'à devenir un acteur incontournable en Afrique avec le port de Tanger-Med. La Mauritanie, avec ses ports de Nouakchott et de Nouadhibou, peut contribuer à la création d'un hub portuaire ouest-africain, qui, à ce titre, peut grandement bénéficier aux entreprises exportatrices ainsi qu'aux entreprises de logistique du commerce international des deux pays. En 2018, le Maroc et la Mauritanie se classaient respectivement 93ème et 112ème en termes d'infrastructure du commerce international et de transport selon les chiffres de la Banque mondiale. A l'heure actuelle, l'activité bilatérale entre le Maroc et la Mauritanie reste modérée. En effet, l'indice de connectivité bilatérale des transports maritimes réguliers, qui mesure les liaisons bilatérales entre les ports marocains et les ports mauritaniens, connaît une évolution en dents de scie et tourne autour d'une moyenne de 0,29 entre 2006 et 2019. Sur la même

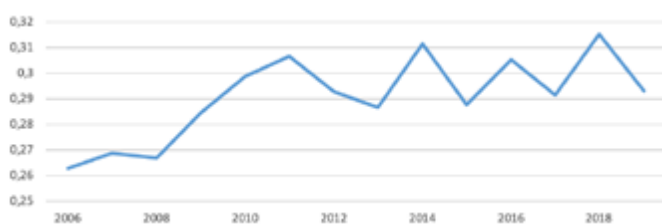
période, le Maroc enregistre un indice moyen de 0,58, vis-à-vis de l'Espagne. Le renforcement de l'activité commerciale va alors de pair avec le renforcement des liaisons maritimes.

Figure 4 Qualité de l'infrastructure portuaire²¹



Source : WDI, Banque mondiale

Figure 5 Indice de connectivité bilatérale des transports maritimes réguliers Maroc - Mauritanie, annuel



Source : CNUCED

Par ailleurs, la coopération entre les deux pays et le renforcement de l'intégration ouest-africaine passent aussi par l'investissement dans des infrastructures communes. Ainsi, les deux pays pourraient investir dans des routes de meilleure qualité afin de faciliter le transit au sein de la région ouest-africaine, d'une part, mais aussi le transit entre l'Afrique et l'Union européenne, d'autre part. Il s'agirait ainsi de créer un effet de diffusion positif dans les régions du sud du Maroc et du nord de la Mauritanie, avec une importante création d'emplois. Cela permettrait de renforcer l'activité économique locale et avoir un effet direct sur l'emploi lié à la mise en place de chantiers de construction mais aussi des effets indirects liés à l'apparition d'activités périphériques qui prolongent la chaîne de production. Au niveau régional,

cela permettrait de lier le Nord au Sud dans les deux pays et, de ce fait, réduire les disparités intérieures des deux pays. Par ailleurs, les deux pays pourraient envisager un projet énergétique commun, à l'image de la station Noor implantée à Ouarzazate au Maroc. Par exemple, un parc industriel spécialisé dans le secteur de l'énergie, idéalement situé au niveau de la frontière, engendrerait des économies d'agglomération et des gains de productivité liés à la proximité géographique et à la baisse des coûts des transactions.

d) L'éducation : défis et destins communs

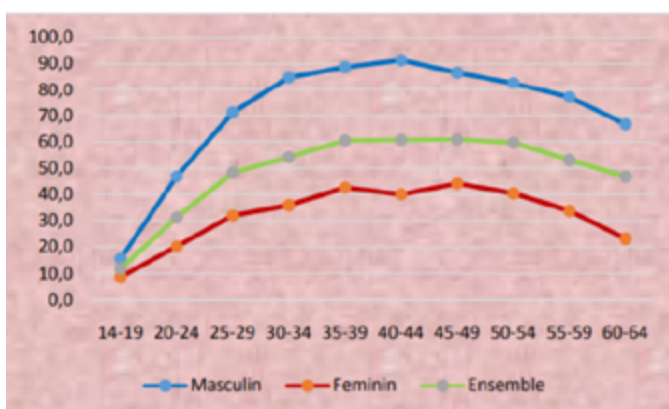
Sur le front du capital humain, les deux pays sont marqués par l'échec de leurs stratégies de formation et d'insertion des jeunes dans le marché du travail. Dans sa feuille de route pour le développement de l'économie mauritanienne, le gouvernement a pointé du doigt les dysfonctionnements qui touchent le système éducatif, notamment un accès limité, une parité faiblement respectée et une qualité globalement médiocre. Or, le Maroc traîne depuis plusieurs années ces mêmes tares²² (ex. Le taux de chômage des jeunes avoisine les 26%). La coopération entre les deux pays dans ce domaine peut avoir des retombées positives pour leurs économies respectives et diminuer les problèmes d'appariement sur le marché du travail. Il s'agit de coopérer sur des domaines, comme la formation professionnelle, le renforcement des échanges universitaires, mais aussi la création de centres de recherche et d'innovation à même de contribuer à la production scientifique maghrébine et africaine. Dans le cadre du récent rapprochement entre les deux pays, il a été convenu que la coopération bilatérale dans le domaine de la formation professionnelle sera renforcée. Cette initiative relançait alors un accord de partenariat, signé en 2005 entre les deux pays, établissant une coopération culturelle s'étalant sur la période 2005-2007. Cependant, cela reste largement insuffisant au regard du potentiel de coopération entre les deux pays, d'autant plus qu'ils sont tous les deux garants d'une culture arabo-berbère et musulmane dont ils peuvent faire usage pour renforcer leurs liens. Selon les chiffres de l'Unesco, en 2018, le Maroc constituait la première destination des étudiants mauritaniens en mobilité internationale, avec un nombre d'inscrits dans des établissements marocains dépassant un millier. La même année, cinquante-cinq étudiants marocains ont fait le chemin inverse. Agir dans ce secteur peut donc être un moyen de création d'externalités positives. Les

21. Qualité des infrastructures portuaires, WEF (1=extrêmement sous-développé à 7=bien développé et efficace selon les normes internationales)

22. <https://www.hcp.ma/file/195496/>

deux pays pourraient bénéficier d'un échange de savoir et de savoir-faire, et de faire fleurir des initiatives communes. Par ailleurs, le marché du travail, aussi bien au Maroc qu'en Mauritanie, est caractérisé par une faible participation des femmes. Selon les données du Haut-Commissariat au Plan (HCP), en 2017, seulement 22,4% des femmes participaient au marché du travail. Du côté de la Mauritanie, ce taux était de 28,4% pour la même année. Ceci s'explique en grande partie par la présence de barrières à l'accès au marché du travail : une barrière culturelle, liée à la domination d'une vision patriarcale de la société, contraignant les femmes à ne pas s'insérer dans la population active. Une barrière liée au faible accès à l'éducation des femmes dès le secondaire qualifiant (ex. le taux de scolarisation des femmes est inférieur à 40% au Maroc). Or, une corrélation positive existe au niveau des deux marchés, marocain et mauritanien, entre le niveau d'éducation et la probabilité de rejoindre la population active chez les femmes. Ainsi, les deux pays pourraient lancer une initiative commune, visant à encourager l'emploi féminin et l'entrepreneuriat des femmes, dans les régions du sud marocain et dans le nord mauritanien, mais aussi à davantage cibler les opportunités d'échanges universitaires et de bourses à destination des femmes. Insérer cela dans le cadre d'un plan de développement régional permettrait aux deux pays d'améliorer le fonctionnement de leurs marchés du travail respectifs. Mais, au-delà de l'aspect économique et quantitatif, cela permettrait de donner un coup de pouce qualitatif aux femmes et de réhabiliter leur rôle dans la société.

Figure 6 : Taux de participation au marché du travail en Mauritanie, 2017



Source : Office national des Statistiques

Figure 7 : Taux de féminisation de l'emploi (en%) selon la situation dans profession principale : niveau national

Profession principale	2007	2017
Salariés	20,7	19,7
Indépendants	13,8	12,3
Employeurs	6,7	7,2
Aides familiales	55,1	57,5
Apprentis	11,6	13,4
Membres coopératives associés	10,3	9,5
Autres	40,5	63,7
Total	27,2	23,2

Source : Enquête nationale sur l'emploi 2017, HCP

Conclusion et recommandations

L'évolution des relations entre le Maroc et la Mauritanie est conditionnée par le contexte global dans la région. Une zone nord-africaine complexifiée par la résurgence des contre-révolutions dans le monde arabe et une zone sahélo-saharienne aux prises avec la menace terroriste dans la région fait qu'un climat de paix, nécessaire au développement économique et au progrès, demeure difficile à installer. Néanmoins, concernant la relation bilatérale entre Rabat et Nouakchott, plusieurs signes positifs ont été envoyés par les deux capitales en vue d'une nouvelle étape dans leur voisinage, notamment un message royal porté par le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita, appelant à une coopération renforcée entre les deux pays²³. Sur la scène continentale, Nouakchott avait appuyé le retour du Maroc à l'Union africaine au mois de janvier 2017. Un an, plus tard, la Mauritanie a soutenu la candidature du Royaume au Conseil paix et sécurité de l'organisation panafricaine. Au niveau de la gouvernance, les deux pays aspirent à collaborer sur les thématiques de la décentralisation et du développement local, deux thèmes au cœur du projet de développement marocain et mauritanien. La coopération en matière de décentralisation, de par son

23. https://www.huffpostmaghreb.com/entry/nasser-bourita-se-rend-a-nouakchott-pour-transmettre-un-message-royal-au-president-mauritanien_mg_5bdb2f87e4b0da7bfc180cd7

importance pour l'avenir institutionnel des deux pays, pourrait constituer la pierre angulaire du rapprochement déjà amorcé entre le Maroc et la Mauritanie.

Sur le plan économique, les deux pays ont enregistré des progrès significatifs sur les dernières années. Néanmoins, ils gagneraient à renforcer leur coopération sur certains domaines stratégiques. D'abord, concernant le commerce international, on a pu constater que les deux pays disposent d'un potentiel commercial modérément exploité. Il serait donc dans leur intérêt d'augmenter leurs échanges commerciaux et de pousser pour davantage d'intégration commerciale au niveau de la région du nord-africaine. Dans la zone sub-saharienne,

la Mauritanie, en coopérant avec le Maroc, peut devenir une plaque tournante de la région. L'investissement dans une infrastructure commune et des projets énergétiques communs peut avoir d'importantes retombées en termes de création d'emploi et dynamisation de l'activité locale. Le Maroc, de son côté, renforcerait sa présence économique en Afrique. Sur le volet du capital humain, les deux pays affichent des performances en deca du niveau escompté. Coopérer au niveau de la formation universitaire et professionnelle et exploiter les similitudes culturelles et linguistiques un vecteur de prospérité. En particulier, un dialogue culturel et universitaire peut être un moyen de diffuser un savoir commun et une intelligence commune.

À propos des auteurs

Youssef Tobi

Youssef Tobi a rejoint l'équipe de recherche du Policy Center for the New South en 2017. Ses aires géographiques de recherche sont le Maghreb et le Sahel. Ses travaux se concentrent sur la gouvernance et la géopolitique dans ces régions. Ayant obtenu un Mastère en relations internationales à Sciences Po Lyon, il a soutenu deux mémoires de recherche sur le rôle des banques marocaines en Afrique et la couverture médiatique de la crise des réfugiés.

Youssef El Jai

Youssef El Jai est Research Assistant in Economics au Policy Center for the New South. Il a rejoint le think tank en septembre 2019 après avoir obtenu un Master of Analysis and Policy in Economics de Paris School of Economics et du Magistère d'Economie de la Sorbonne. Il a par ailleurs enseigné la Macroéconomie internationale à l'Université Paris Dauphine et occupé la fonction de chargé de travaux dirigés en macroéconomie à l'Université Paris Descartes. Il se spécialise sur des thématiques d'économie internationale, d'analyse de cycles d'activités ainsi que des questions de croissance de long terme et de développement.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54
Website : www.policycenter.ma